

régions du Canada, mais le commerce avec la région du Pacifique avantage proportionnellement plus l'Ouest du Canada.

Cette nouvelle ère d'opportunité pour l'Ouest du Canada s'explique aussi par le fait que, depuis quatre ans, le gouvernement de Brian Mulroney ne cesse d'éliminer les obstacles à la croissance de cette région. Le PEN a disparu. Même chose pour la TRPG et pour la FIRA. On a commencé la privatisation de Téléglobe, de Canadair, de l'Eldorado nucléaire, de de Havilland, et maintenant d'Air Canada. La législation préparée dans le cadre du document "Aller sans entraves" a mis fin à une discrimination historique entre les taux de fret. Michael Wilson a réduit le déficit pendant quatre années consécutives, et il a suivi des politiques économiques qui nous donnent toujours l'un des meilleurs taux de croissance parmi les membres de l'OCDE. Ce ne sont pas des fins, mais des moyens pour donner aux Canadiens la possibilité d'exceller. Et ces moyens donnent un stimulant tout particulier à l'Ouest du Canada parce que nous avons eu un grand nombre d'obstacles inhabituels à surmonter.

La situation donne donc à l'Ouest du Canada une possibilité inhabituelle de façonner le Canada de demain. Plutôt que de livrer une lutte d'arrière-garde pour défendre nos intérêts régionaux, nous avons la chance d'exercer un leadership national réel et durable. Mais cela nécessite un choix politique. Ou bien nous nous tournons vers l'ensemble du pays et vers ce qu'il peut devenir, ou bien nous nous cantonnons dans notre vieille habitude d'isolationnisme régional? Nous pouvons nous impliquer dans le façonnement des institutions nationales, ou ne pas nous impliquer et traiter les objectifs nationaux comme étant essentiellement contraires aux nôtres.

Le choix est clair. J'ai toujours cru que la meilleure façon de régler les problèmes régionaux est d'influencer les institutions nationales. Même lorsque ces institutions nous défavorisaient, il me semblait préférable de les combattre de l'intérieur. Et maintenant que nous avons prouvé que nos institutions nationales peuvent promouvoir nos intérêts en matière d'énergie, de commerce, de constitution et d'agriculture, nous devrions concentrer notre imagination et notre leadership sur la forme à donner à l'ensemble du pays.

C'est après tout ce que l'Ontario a fait dans les décennies où il définissait notre pays. C'est ce que le